

# JÉRUSALEM UNE VILLE DIVISÉE EN SON SEIN



L'État d'Israël a fait de Jérusalem-Ouest sa capitale en 1949, puis a annexé sa partie Est, peuplée de Palestiniens, en 1967. Pourtant la ville reste partagée.

**David Amsellem**  
Docteur à l'Institut français de géopolitique, Paris-8

**A**u XIX<sup>e</sup> siècle, Jérusalem est une ville modeste d'une superficie inférieure à un kilomètre carré où vivent environ 15 000 habitants. Ces derniers sont regroupés à l'intérieur d'imposantes murailles construites trois siècles auparavant, sous le règne du sultan ottoman Soliman le Magnifique.

Au même moment en Europe naît le sionisme, un mouvement nationaliste juif. Son objectif vise à rassembler l'ensemble du peuple sur l'antique patrie des Hébreux, Eretz Israël. Jérusalem, centre spirituel et autrefois politique, devient alors le symbole de ce combat ; une colline de la ville donne d'ailleurs son nom au mouvement. Dès 1860, des villages sont installés en dehors des murailles et la ville commence à s'étendre ; l'ancienne cité murée devient alors la Vieille Ville.

Lorsqu'en 1919 s'achève la Première Guerre mondiale, Français et Anglais se partagent les restes de l'Empire ottoman (traité de Sévres, 1920) ; la Palestine est ainsi placée sous mandat britannique. De son côté, le mouvement sioniste intensifie sa politique d'immigration dans le pays, et notamment à Jérusalem. Dans la ville, la cohabitation devient de plus en plus conflictuelle entre les populations juive et arabe, qui s'affrontent régulièrement, parfois très violemment (émeutes meurtrières en 1920, 1936 et 1939). Pour autant le phénomène d'immigration continue, malgré les tentatives britanniques pour l'enrayer : au milieu des années 1940, Jérusalem compte environ 150 000 habitants, dont les deux tiers sont juifs.

## Ligne de partage des eaux

L'État d'Israël proclame son indépendance le 14 mai 1948. Quelques heures plus tard, les pays arabes voisins lui déclarent la guerre. À la fin du premier conflit israélo-arabe, en 1949, l'État hébreu et la Jordanie s'entendent pour déterminer une ligne d'armistice (ligne verte) afin de délimiter leur frontière. À Jérusalem, cette démarcation divise la ville en une partie occidentale (38,5 km<sup>2</sup>) sous administration israélienne, où ne résident que des Israéliens, et orientale (6 km<sup>2</sup>), où n'habitent que des Palestiniens sous administration jordanienne.

À la division politique et démographique s'ajoute une distinction géographique, puisque la ligne verte suit la ligne de partage des eaux. Ainsi, à l'ouest, on

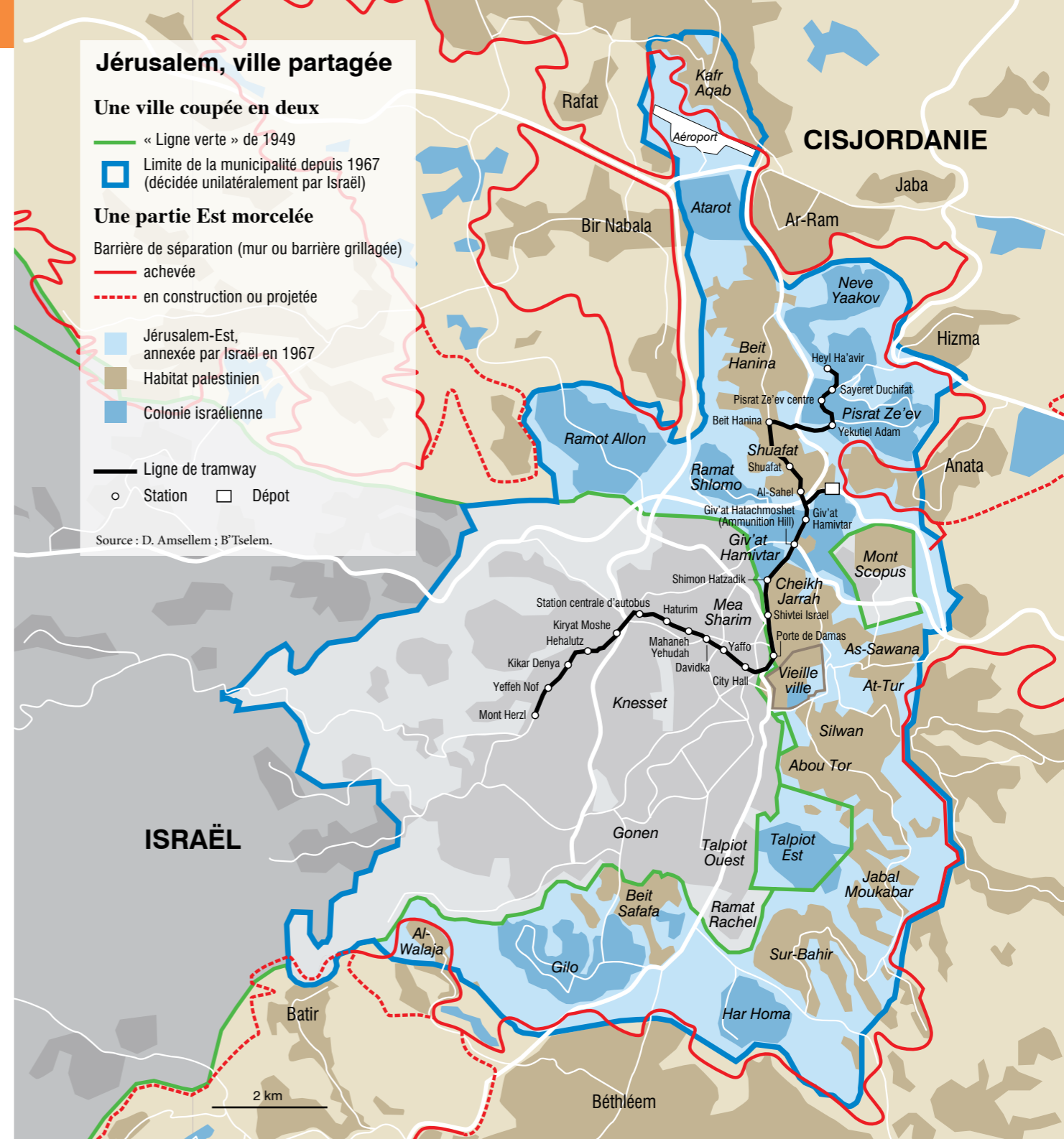
observe l'existence d'un plateau ; tandis qu'à l'est, on remarque la présence de fortes dénivellations ainsi que de nombreux vallons et cours d'eau encaissés, notamment au sud de la Vieille Ville. Cela n'est pas sans conséquence sur le développement urbain, puisque sur le plateau l'aménagement a été facilité par la topographie, qui a permis le développement d'un tissu urbain compact et uniforme, alors qu'à l'est, en revanche, l'installation a été beaucoup plus ardue, ce qui explique en partie l'existence d'un espace bâti beaucoup moins dense.

## Rapport de force démographique

En 1967, Israël lance une guerre éclair (la guerre des Six-Jours) contre ses voisins et conquiert le Sinaï, la bande de Gaza, le Golan et la Cisjordanie, Jérusalem-Est inclus. La Vieille Ville et son mont du Temple/esplanade des Mosquées, respectivement le lieu le plus sacré du judaïsme et le troisième de l'islam, passe sous l'autorité de l'État d'Israël – le Parlement israélien (la Knesset) entérine treize ans plus tard l'annexion de la partie orientale de la ville en proclamant Jérusalem, « une et indivisible », capitale d'Israël.

Au lendemain de la guerre des Six-Jours, les limites municipales s'élargissent, passant de 44,5 km<sup>2</sup> à près de 130 km<sup>2</sup>. C'est à l'est que se situe la majorité des territoires nouvellement intégrés à la municipalité, avec un objectif clair : obtenir le plus de territoire, avec le moins de population arabe, afin de permettre l'installation de citoyens israéliens dans la partie orientale. En 1967, Jérusalem « réunifiée » compte environ 270 000 habitants, dont 200 000 juifs (75 %) et 70 000 musulmans (25 %). En 2013, la population a triplé (805 000 habitants), les juifs représentent 62 %, contre 35 % de musulmans ; les 3 % restants sont des chrétiens ou des athées.

À première vue, la part de la population juive dans l'ensemble de la municipalité a diminué, mais pour les autorités israéliennes, l'enjeu se situe dans la partie récemment conquise. Ainsi, Jérusalem-Ouest est toujours essentiellement peuplée de juifs (98 %), tandis qu'à l'est, même si la population musulmane reste majoritaire (58 %), sa part a fortement diminué depuis plus de quarante ans par rapport à celle de la population juive (42 %) ; rappelons qu'aucun juif n'y résidait avant 1967.



Par conséquent, même si les revendications arabes sur Jérusalem pour en faire la capitale d'un futur État palestinien restent vivaces, le rapport de force démographique qu'impose Israël sur le terrain rend cette option de plus en plus hypothétique.

Plus de quarante ans après l'unification, Jérusalem est certes sous l'administration d'une seule autorité politique, mais la ville reste fortement divisée de l'intérieur. Le retard de développement entre l'Est et l'Ouest n'a pas été rattrapé, à l'exception des territoires où ont été installées des implantations israéliennes. Ensuite, la population palestinienne, qui n'a pas acquis la nationalité israélienne en 1967, n'a jamais été véritablement intégrée, comme en

témoigne l'existence de certains services publics spécifiques à chaque communauté (transport, éducation). En outre, une partie de cette population a été exclue de facto de la ville par le tracé du mur depuis 2005 (voir carte).

Enfin, une division existe aussi entre Israéliens laïcs et orthodoxes. Ces derniers se concentrent dans des quartiers qu'ils occupent en très grande majorité (Mea Shearim, Géoula, etc.) et disposent de leur propre système d'éducation et de transport (séparation homme/femme à bord des bus). Ils représentent aujourd'hui un tiers de la population de la ville et à ce titre bénéficient d'un réel rapport de force pour revendiquer davantage de droits. ■